

Date de mise en ligne le 22 01 2024

Arrêté n° 17/24/AJ
d'ouvrir un débit de boissons temporaire
3^{ème} catégorie

Le Maire de la Commune de LONS,

Vu les articles L 2122.28, L 2212.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 3334-1 et L 3334-2 du Code du code de la Santé Publique,

Vu les arrêtés préfectoraux,

Vu la demande présentée par la SARL CEB, en date du 03 décembre 2023,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La SARL CEB, représentée par son gérant, Monsieur Clément PEIGNIEUX, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaires de 3^{ème} catégorie, 3 chemin d'Astra, le dimanche 28 janvier 2024 de 08h00 à 18h00 à l'occasion de compétitions et match de horse ball, à charge pour la SARL CEB, de se conformer à tous les prescriptions et règlements concernant les débits de boissons. .

Nombre d'autorisations déjà accordées : 0

L'association devra respecter impérativement les règles sanitaires en vigueur (crise sanitaire, COVID 19 etc.). La présente autorisation pourra être retirée pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 2^{ème} :

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipale, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,

- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibus - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,

- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

Une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Procureur des Pyrénées-Atlantiques, pour information,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- SARL CEB, pour notification,
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale.

FAIT A LONS, le 18 janvier 2024
Le Maire,


Nicolas PATRIARCHE